

EDUCATION POPULAIRE ET SOLIDARITE INTERNATIONALE

Gustave Massiah
Président du CRID
Juillet 2006

L'éducation à la solidarité internationale est face à une importante mutation. Elle est au croisement de deux mouvements, celui de la solidarité internationale et celui de l'éducation populaire qui sont, tous deux, en évolution très rapide. La convergence entre ces deux mouvements trouve sa nouvelle cohérence dans l'émergence du mouvement altermondialiste.

L'éducation à la solidarité internationale prend la suite de l'éducation au développement dont elle n'est pas encore complètement dégagée. C'est au milieu des années soixante que plusieurs associations de solidarité et ONG de développement mettent en avant l'éducation au développement. Il s'agissait alors de sensibiliser l'opinion publique européenne, et plus spécifiquement française, à la nécessité de lutter contre la faim dans le tiers-monde et pour l'aide au développement. Dès le début, l'éducation au développement se nourrit des références à l'éducation populaire.

Pour apprécier les débats et les enjeux de l'éducation à la solidarité internationale, un recours à l'histoire est nécessaire. Un retour sur l'histoire du mouvement de solidarité internationale nous permettra de préciser comment se sont formés les conceptions de l'éducation au développement et à la solidarité internationale dans leur rapport à l'éducation populaire.

Des premières ONG aux associations de solidarité internationale

Le mouvement de solidarité internationale se construit à partir de plusieurs courants qui sont amenés à évoluer avec la décolonisation. Le courant caritatif trouve ses sources lointaines dans les congrégations et les ordres religieux. Il est renouvelé par un courant humanitaire qui trouve ses origines dans les réactions aux guerres. La Croix Rouge est la première ONG (organisation non gouvernementale) au sens propre du terme, reconnue par les Nations Unies. Le Secours Rouge qui deviendra le Secours Populaire Français est créé en 1925, la CIMADE (Comité inter-mouvements auprès des évacués) en 1939, le Secours Catholique, branche française de Caritas en 1947. C'est aussi la période de création des grandes ONG anglo-saxonnes ; OXFAM en grande Bretagne en 1942, CARE en 1945 et World Vision en 1950 aux Etats-Unis.

A partir de la fin des années cinquante, le thème dominant est celui de la lutte contre la faim. Emmaüs international est créé en 1955 à travers l'Institut de recherche et

d'action sur la misère du monde qui deviendra l'IRAM. Entre 1963 et 1965, on voit apparaître Terre des Hommes en France, Medicus Mundi, l'AFVP et Frères des Hommes.

La vague des indépendances des années soixante va amener ces associations à associer à la lutte contre la faim la préoccupation du développement. Ainsi, en 1960, dans le sillon de la Campagne Mondiale contre la faim, il faut souligner la création du CCFD (Campagne Catholique contre la Faim et pour le Développement). C'est la période du proverbe chinois : donne-moi un poisson, je mangerai un jour ; apprend moi à pêcher, je mangerai toujours. En 1958, le Père Lebreton crée l'IRFED (Institut de Recherche et de formation, éducation au développement) ; il développe une théorie de l'animation et de la formation orientées en priorité dans les zones rurales. Henri Desroches crée le Collège Coopératif qui fait le pont avec l'éducation populaire. Dès le début des années soixante, plusieurs mouvements de jeunesse et d'éducation populaire interviennent en Afrique ; les Eclaireurs et Eclaireuses de France, les Scouts et Guides de France, la Ligue Française de l'enseignement et de l'éducation permanente, la Fédération Léo Lagrange, les CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active).

Parallèlement à cette mouvance tiers-mondiste, il faut souligner l'émergence d'un courant issu des luttes anti-coloniales. Il apparaît dans le mouvement pour la paix en Algérie, les associations étudiantes africaines et maghrébines, les comités Vietnam, l'Association d'amitié avec les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Il se décline en comités de soutien et de lutte. A partir de 1965, le cedetim (centre d'études et de documentation sur les problèmes du Tiers-monde, devenu en 68, centre anti-impérialistes et aujourd'hui, centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale) en appuiera plusieurs, parmi lesquels les comités anti-outspan qui deviendront le MAA (mouvement anti-apartheid) et les comités de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien. Le cedetim regroupera un grand nombre de coopérants progressistes, qu'on appellera les « pieds-rouges » qui voudront appuyer les indépendances.

Entre les tiers-mondistes et les anti-impérialistes, le débat est vigoureux. Les premiers trouvent les seconds trop politistes, et même trop politiques, et leur reprochent leur soutien à des Etats peu soucieux de respect des libertés. Les seconds trouvent les premiers trop basistes, localistes à travers leurs micro-réalisations et trop ruralistes et respectueux des autorités traditionnelles et religieuses. Ce clivage va s'atténuer dès la fin des années soixante. Une nouvelle génération de responsables va être porteuse d'une culture politique nouvelle, forgée dans les années de mobilisation qui vont suivre 1968. Les anti-impérialistes vont prendre conscience de l'évolution des régimes issus de la décolonisation et les tiers-mondistes vont mesurer les limites des actions locales. Ils vont se retrouver, ensemble, confrontés à l'offensive des anti-tiers-mondistes orchestrées par l'association Libertés sans frontières.

C'est que, pendant ce temps, une nouvelle génération d'humanitaires a vu le jour à partir de la création de MSF (Médecins sans frontières) au moment de la guerre du Biafra en 1971. Ces associations contestent les Etats du Sud, appellent les Etats du Nord à imposer des conditionnalités, défendent le droit d'ingérence. Ils imposent leur culture de l'urgence fondée sur une vision du Sud, occidentale et décomplexée, à

travers une politique médiatique audacieuse qui conteste frontalement les associations tiers-mondistes. Le débat a pris une nouvelle forme, celui de l'opposition entre urgence et développement.

L'éducation au développement

Assez vite, dès le milieu des années soixante, une partie des ONG qui se définissent autour de la priorité au développement vont adopter parmi leurs objectifs celui de l'éducation au développement. Porter secours aux victimes des famines et des conflits a fonctionné au début comme une évidence. Peut-on accepter la non assistance à des personnes ou des peuples en danger ? Mais, pour être à la hauteur des défis, il faut pouvoir s'appuyer sur une mobilisation de la société française. Cette mobilisation nécessite des moyens humains, l'engagement de bénévoles et de salariés, des moyens financiers, dans les collectes et l'accès aux financements publics, des moyens politiques, à travers l'action du gouvernement et des autorités publiques françaises.

L'orientation pour le développement dans les années soixante est passée par des prises de conscience et des ruptures. La lutte contre la faim ne peut être résolue par le caritatif, elle doit s'inscrire dans une perspective plus large qui a été appelée développement. Ce développement ne peut se limiter à des projets ou même à des secteurs (santé, éducation, alimentation, etc.). Il s'agit d'un processus dont l'élément déterminant est la mobilisation des populations concernées. L'aide publique au développement doit être à la fois augmentée et remise en cause dans sa nature, dans sa structure et dans ses fondements.

Cette orientation a donné naissance à l'apport le plus important de ce mouvement : le partenariat. Au départ la recherche de partenaires était nécessaire pour assurer la viabilité des projets. Ensuite, s'est imposée l'idée qu'il fallait partir de la demande des partenaires. Puis, qu'il s'agissait de créer les conditions et l'environnement permettant de renforcer les partenaires. Et enfin, que l'objectif même était de travailler, en commun et en réciprocité, avec des mouvements associatifs représentant ce qu'on a appelé pour simplifier des sociétés civiles. Le mouvement a inventé avec le partenariat la coopération de société à société.

Il fallait faire partager cette conception dans la société française. D'autant plus que à partir du début des années soixante-dix, avec MSF, un marketing sans nuances flattait la « générosité » des donateurs et revendiquait l'essentiel des ressources publiques. Le refus du simplisme a conduit alors à proposer l'éducation au développement pour donner un autre visage au tiers-monde, expliciter les enjeux, les démarches et les solutions possibles, mettre en évidence les apports formidables du partenariat.

Cette éducation au développement nécessitait une recherche et une présentation des causes de cette situation, de ce qu'on a appelé alors le sous-développement ou le mal développement. René Dumont avec son livre « L'Afrique Noire est mal partie » y a beaucoup contribué. Il fallait revenir à la colonisation et aux échecs des Etats post-coloniaux, aux responsabilités de la politique française, européenne et des institutions internationales. Cette approche critique indispensable n'a pas fait

l'unanimité dans la société française, mais il a fait progresser les prises de conscience.

Les militants des Associations de Solidarité Internationale ont trouvé dans l'éducation populaire les bases méthodologiques de l'éducation au développement. Ils se sont appuyés sur les mouvements d'éducation populaire et notamment sur l'IRFED, l'IRAM et le Collège Coopératif. Ils se sont aussi appuyés sur l'expérience d'Amérique Latine et particulièrement sur les actions et les travaux de Paulo Freire. Ils ont repris à « La Pédagogie des opprimés » et « L'éducation, pratique de la liberté » les idées de conscientisation et d'auto-formation individuelle et collective.

Le développement confronté au néo-libéralisme

A partir de 1977, le contexte mondial change ; la phase néolibérale de la mondialisation est une phase de reconquête. Elle trouve ses fondements dans la domination renouvelée par le Nord et la nature de l'économie mondiale, l'échec des régimes issus de la décolonisation, l'échec du soviétisme. Elle s'appuie sur une gestion agressive et criminelle de la crise de la dette. Le front des non-alignés s'est effondré et, une dizaine d'années après, en 1989, c'est au tour de l'Union Soviétique.

Le nouveau modèle dominant préconise l'ajustement des économies au marché mondial. Il propose la libéralisation, c'est à dire, la régulation par les marchés et la réduction du rôle des états dans l'économie ; la priorité donnée à l'exportation à l'exploitation effrénée des ressources ; la libéralisation des échanges ; la priorité à l'investissement international et aux privatisations ; la flexibilité et la pression sur les salaires ainsi que la réduction des systèmes publics de protection sociale ; la réduction des dépenses budgétaires considérées comme improductives qui se traduit par la réduction des budgets de santé et d'éducation ; la dévaluation des monnaies.

Pour achever la cohérence du modèle, il faut construire l'environnement international qui lui correspond. Dès le départ, la gestion de la crise de la dette a esquissé le cadre institutionnel autour du FMI, de la Banque Mondiale, du Club de Paris et du Club de Londres. Le plus important reste la primauté du marché des capitaux, la régulation des investissements et l'organisation du commerce mondial. Il s'agit d'organiser le cadre contraignant pour les Etats, qui « libérerait » les marchés internationaux et les opérateurs privilégiés du développement, les entreprises internationales.

La mondialisation se traduit par l'ajustement de chaque société au marché mondial ; par la montée des inégalités entre le Nord et le Sud et dans chaque pays, par la précarisation dans les sociétés du Nord et l'explosion de la pauvreté dans les pays du Sud. La prise en compte des différences de situation, des inégalités, des discriminations, des formes de domination et d'oppression n'est pas pour nous une question secondaire, une conséquence qu'il faudrait corriger. Elle fait partie de la raison de la transformation sociale et la caractérise ; elle fait donc partie de ce que nous voulons comprendre, de notre façon de voir et d'analyser les sociétés et le système international.

Pourquoi, et comment, le modèle néolibéral s'est imposé ? Nous n'entrerons pas ici dans la discussion. Le modèle néo-libéral est en fait un modèle de reconquête. Il démontre que la bataille intellectuelle est une des formes de la lutte sociale. Il a tiré les leçons des échecs et des faiblesses des modèles précédents pour proposer une nouvelle cohérence. Il a tiré profit de la contestation géopolitique du modèle soviétique qui s'est effondré définitivement en 1989 ; il a réduit, à travers la gestion de la crise de la dette, les marges d'indépendance obtenues par la décolonisation ; il a remis en cause les avancées sociales du salariat, à travers les politiques de précarisation et la mise en crise des systèmes de protection sociale. Cette évolution a démontré que les dynamiques à l'œuvre dans les sociétés ne sont pas seulement économiques, elles sont aussi sociales, politiques, idéologiques, culturelles, militaires.

L'éducation au développement ne peut se désintéresser de la pensée du développement qui implique aujourd'hui sa remise en cause. La pensée du développement se traduit dans des modèles de développement qui traduisent une conception à l'échelle du système-monde. Les politiques de développement sont une manière de la mettre en œuvre, dans une situation donnée. Les concepts ne sont pas toujours explicites pour les décideurs, politiques ou techniciens ; ils fonctionnent comme des évidences, définissent les politiques possibles et la représentation du réalisme. Ce sont les résistances et les crises qui rendent visibles le sens et la relativité des solutions proposées.

L'éducation au développement est confrontée à une remise en cause fondamentale de la notion de développement qui dépasse très largement la critique du néolibéralisme. Elle porte sur quatre questions qui constituent des coins aveugles de la conception du développement centrée sur l'économie et la croissance. Il s'agit des questions des discriminations sociales et culturelles, de l'impératif démocratique et des libertés, des conflits et des guerres. Il s'agit surtout de l'irruption du paradigme écologique qui heurte de front le cousinage entre les modèles préexistants, tous productivistes, qu'ils soient keynésiens, néo-libéraux, soviétiques ou d'indépendance nationale. Ce paradigme écologique introduit un déplacement de la durée, en mettant en avant les droits des générations futures et une limite, celle de l'écosystème planétaire.

Dans cette situation, le mouvement de solidarité internationale confirme l'évolution engagée et le choix de se définir comme un mouvement de solidarité. La dénomination « Solidarité Internationale » est une représentation assumée. C'est un choix amorcé il y a une vingtaine d'années qui remplace les notions d'ONG ou de tiers-mondiste qui ont aussi leur histoire. La solidarité comme valeur, ne se limite pas au champ international, elle trouve son application dans chaque pays. C'est l'avantage de la formulation solidarité internationale par rapport au concept Nord/Sud. Elle affirme que la solidarité commence au sein de chaque pays, y compris le sien. La définition du mouvement de solidarité internationale peut s'établir soit de façon statique par l'addition de ceux qui le constitue soit de façon dynamique par le projet qu'ils portent. Il y a toujours un rapport entre projet et structure, il est dialectique. Le projet du mouvement est la solidarité internationale ; ses structures sont principalement les associations de solidarité internationale

L'éducation au développement se transforme en éducation à la solidarité internationale. Ses enjeux sont précisés : comprendre le monde pour le transformer dans le sens d'un monde plus libre, plus juste et plus solidaire ; comprendre le rapport entre les dynamiques internes de transformation des sociétés et la transformation du système international ; inscrire notre action dans la solidarité internationale et refuser la nature des rapports de discrimination et de domination dans chaque pays et entre pays, notamment entre Nord et Sud ; analyser la situation du point de vue des mouvements sociaux et citoyens porteurs de la solidarité internationale.

Le mouvement altermondialiste et la transformation sociale

Partons de l'hypothèse que le mouvement altermondialiste, en tant que mouvement historique, prolonge et renouvelle le mouvement historique de la décolonisation. Il inclut le mouvement de solidarité internationale et lui donne de nouvelles perspectives. Il modifie le cadre et le contenu de l'éducation à la solidarité internationale.

L'éducation à la solidarité internationale peut s'appuyer sur l'élargissement de la prise de conscience des conséquences dramatiques de la phase néo-libérale de la mondialisation. Ces conséquences sont : la montée des inégalités et de leur liaison aux discriminations ; l'aggravation de la domination du Nord sur les peuples du Sud et leur liaison aux conflits et aux guerres ; la mise en cause de l'écosystème planétaire et des droits des générations futures et leur liaison au productivisme et à la logique spéculative financière ; la montée des insécurités sociales, écologiques, guerrières et leur liaison aux idéologies sécuritaires et aux doctrines des guerres préventives. Cette prise de conscience élargit la compréhension des liaisons entre les questions sociales, les questions sociétales et la question mondiale. Elle prend en compte l'intime liaison entre les niveaux locaux, nationaux, régionaux (au sens des grandes régions), et mondiaux.

Cette prise de conscience commence dès le début de la phase néo-libérale, au début des années 80, dans les pays du Sud avec les luttes contre la dette, le FMI, la Banque Mondiale, les plans d'ajustement structurel. Elle met en lumière dès 1989 le cadre institutionnel de cette phase de la mondialisation (le G8, FMI et Banque Mondiale, OCDE, OMC). Elle se déploie à partir de 1994 en Europe (Italie, France, Allemagne), aux Etats-Unis et en Corée contre le chômage, la précarisation et la remise en cause des systèmes de protection sociale. A partir de Seattle en 1999, et de Porto Alegre en 2000, les forums vont être les lieux de la convergence des mouvements des pays du Sud et du Nord.

Le mouvement de solidarité internationale s'inscrit dans cette périodisation. De 1980 à 1989, pendant ce que Félix Guattari appelait si justement « les années d'hiver », il soutient les résistances dans les pays du Sud. Les luttes et les réactions des peuples du Sud marquent de plus en plus le partenariat. Il participe aussi de plus en plus aux mobilisations internationales contre le G7 et les institutions internationales. Le CRID, Agir Ici et le Cedetim organisent en 1989, à Paris, le premier sommet des sept peuples parmi les plus pauvres et participent à l'organisation de la manifestation et du concert, avec Renaud et Gilles Perrault, « Dette, colonies, apartheid, ça suffat comme ci ». C'est une préfiguration des manifestations altermondialistes.

Le mouvement altermondialiste dans ses différentes significations est porteur d'un nouvel espoir né du refus de la fatalité ; c'est le sens de l'affirmation « un autre monde est possible ». Nous ne vivons pas « La Fin de l'Histoire » ni « Le Choc des civilisations ». La stratégie du mouvement altermondialiste s'organise autour des caractéristiques de sa formation (la convergence des mouvements) et de son orientation (l'accès pour tous aux droits fondamentaux, à la paix, à la démocratie). La mouvance altermondialiste résulte de la convergence des mouvements de solidarité. Le mouvement syndical, le mouvement paysan, le mouvement des consommateurs, le mouvement écologiste, le mouvement féministe, le mouvement de défense des droits humains, le mouvement des associations de solidarité internationale, sans compter les associations culturelles, de jeunesse, de chercheurs, confrontent leurs luttes, leurs pratiques, leurs réflexions.

A travers les forums, une orientation commune se dégage, celle de l'accès pour tous aux droits, à la démocratie, à la paix. C'est la construction d'une alternative à la logique dominante, à l'ajustement au marché mondial par la régulation par le marché des capitaux. A l'évidence imposée qui prétend que la seule manière acceptable pour organiser une société c'est la régulation par le marché, nous pouvons opposer la proposition d'organiser les sociétés à partir de l'accès pour tous aux droits fondamentaux. Cette orientation commune donne son sens à la convergence des mouvements.

Cette orientation commune se traduit par une nouvelle culture de la transformation qui se lit dans une évolution de chacun des mouvements. La référence à l'accès aux droits pour tous imprègne les mouvements. Pour citer quelques exemples, Amnesty International a décidé, il y a trois ans, de prendre en charge la défense des droits économiques, sociaux et culturels ; Médecins du Monde définit ses objectifs ^par rapport au droit à la santé ; les syndicats mettent en avant les quatre droits fondamentaux de l'OIT ; Via Campesina prend en compte la défense de la paysannerie, de la souveraineté alimentaire, des risques écologiques et scientifiques ; etc.

Le mouvement de solidarité internationale en est transformé. L'éducation à la solidarité internationale est remodelée dans son contenu, ses pratiques et ses cibles. Le mouvement associatif se saisit de la question de la transformation sociale à partir de la recherche d'alternatives, celles qui correspondent à l'accès aux droits fondamentaux pour tous et à l'égalité en droit. La base du mouvement change. Il n'y a pas d'un côté les militants de la solidarité internationale qui s'adressent à l'opinion publique ; il y a tous ceux qui, dans les mouvements et la convergence des mouvements, sont convaincus de l'importance de la solidarité internationale et la pratiquent. Cette évolution est visible à travers le CRID et son adaptation, en tant que collectif, au contexte mondial notamment depuis l'émergence des Forums Sociaux. Sur 54 membres du CRID, 29 y sont entrés depuis moins de 4 ans. Ce ne sont pas seulement des associations de développement travaillant quasi-exclusivement sur la solidarité internationale au Sud. On constate ainsi un élargissement de l'espace de la solidarité internationale axé sur la transformation sociale et la construction des alternatives et non plus seulement axé sur une solidarité Nord-Sud. Actuellement émerge une discussion autour de l'orientation et des valeurs que représente la solidarité internationale. Qu'il s'agisse de citoyenneté, d'éducation populaire ou de

partenariats, la solidarité internationale est une des dimensions de la solidarité tout court. La plate-forme EDUCASOL réunit les associations et les réseaux engagés dans l'éducation à la solidarité internationale.

Les thèmes de l'éducation à la solidarité internationale sont portés par le mouvement altermondialiste ; ils l'ont précédé et préparé et il a permis de les réorienter. Citons par exemple la question du droit international et de la lutte contre l'impunité ; le cadre institutionnel de la mondialisation et la réforme radicale des institutions internationales ; les rapports entre migrations et mondialisation, la démocratie dans l'entreprise et les normes internationales garantissant leur responsabilité sociale et environnementale ; l'expertise citoyenne et la contestation du monopole de l'expertise dominante ; le marché mondial et les échanges internationaux ; l'annulation de la dette et l'élimination des paradis fiscaux ; la redistribution par les taxes globales ; l'exploration des voies nouvelles de l'économie sociale et solidaire ; etc.

Le mouvement altermondialiste esquisse une nouvelle approche, mondiale, qui inclut la contradiction Nord-Sud sans s'y limiter. La solidarité est plus forte parce que la situation est commune et vécue comme commune. Le refus des politiques néolibérales n'est pas un soutien extérieur, il est une solidarité active qui concerne toutes les parties en cause. Si le CRID a fait partie des membres fondateurs d'Attac, c'est parce qu'il pressentait que cette nouvelle association, par ses orientations et par l'arc politique et culturel de ceux qui s'y retrouvaient, prolongée par les adhésions individuelles et les comités locaux, participerait au renouvellement du mouvement de solidarité internationale en France et dans le monde. En se définissant comme un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, Attac a ouvert de nouvelles perspectives et interpellé le mouvement d'éducation populaire.

La solidarité internationale et l'éducation populaire

L'éducation à la solidarité internationale participe de l'éducation populaire et de son renouvellement. Déjà, l'éducation au développement avait construit ses bases méthodologiques à partir de l'éducation populaire. L'éducation à la solidarité internationale bénéficie de son insertion dans le mouvement altermondialiste ; elle en retire un renouvellement de ses méthodes et de ses démarches qui concerne directement l'éducation populaire. Parmi ces questions, citons celles du rapport à l'opinion publique, des formes de l'action politique et de l'éducation au politique.

Le mouvement altermondialiste tire sa force du soutien de l'opinion publique dans chaque pays et au niveau international. Il pose la question de la formation de l'opinion publique mondiale et de son rapport avec l'hypothèse d'une conscience universelle. L'élément le plus important de la dernière période, c'est l'irruption d'une opinion publique dans les pays du Sud comme on a pu le constater avec la crise des médicaments génériques contre le SIDA, au Brésil, en Inde et en Afrique du Sud.

L'opinion publique joue un rôle particulier dans l'action politique. Elle correspond à une démarche démocratique, c'est la sensibilisation de l'opinion publique, directement ou à travers les campagnes électorales, qui permet de peser sur les politiques. Si cette pression se fait à travers les débats publics, elle ne contrevient

pas à la transparence. L'éducation à la solidarité internationale en sensibilisant l'opinion s'adresse aux responsables politiques ; elle affirme notamment que les égoïsmes ne sont pas majoritaires, qu'aucune société n'est indifférente à la solidarité et que même si les opinions sont partagées, il y a de la place pour le débat politique. Elle refuse les évidences souvent assénées, du type : « les français sont racistes », « ils sont contre l'aide publique », « ils n'aiment pas les étrangers », « ils sont contre le droit des votes des immigrés ». En se saisissant des méthodes d'analyse de l'opinion, les associations de solidarité internationale ont montré qu'il s'agissait de points de vue contradictoires et souvent faux, que l'éducation populaire les faisait évoluer, que les choix restent ouverts et que ce sont des choix de société. L'éducation populaire est alors confrontée à la question difficile de la formation de l'opinion et notamment du rôle des médias. Sans négliger la nécessaire critique des médias, elle permet de tenir compte des contradictions des médias pour éviter au maximum d'en être instrumentalisé.

La sensibilisation de l'opinion publique permet de peser sur les politiques et les institutions. Au niveau des gouvernements, du Nord et du Sud, et des institutions internationales. Sans oublier d'abord que chacun a sa responsabilité vis-à-vis de son gouvernement. Sans oublier aussi les instances des grandes régions et notamment des institutions européennes. Sans oublier enfin, les nouvelles alliances stratégiques qui se construisent entre le mouvement social et citoyen et les institutions locales qui posent la question de l'articulation entre démocratie participative et démocratie représentative.

Le rapport à l'opinion publique ne se restreint pas à l'influence sur les institutions et les acteurs économiques et au lobbying. En fait, l'objet principal de l'éducation à la solidarité internationale est de renforcer le mouvement de solidarité internationale et d'assurer son autonomie et son auto-organisation, de lui donner la capacité d'être reconnu comme un acteur du changement et de négocier en situation. Les plateformes et les campagnes sont les formes aujourd'hui les plus intéressantes de l'émergence de nouvelles pratiques, de formes de luttes, de propositions et de négociations. Le rôle majeur de l'éducation populaire est d'assurer la formation nécessaire au renforcement des associations, des mouvements et des sociétés.

L'éducation populaire, comme le démontre l'éducation à la solidarité internationale, développe aussi une nouvelle dimension. Elle fait émerger et légitime une expertise citoyenne élargie aux mouvements sociaux, civiques et citoyens. Le mouvement paysan s'est donné les capacités de définir l'agriculture paysanne, la souveraineté alimentaire, la qualité de l'alimentation, la maîtrise des techniques et des orientations de la recherche, etc. Les associations écologistes ont défini de nouvelles visions des questions environnementales. Cette expertise citoyenne permet de contester le monopole des expertises dominantes. Elle conteste la fatalité et la brutalité du TINA (There Is No Alternative) popularisé par Mme Thatcher et que nous resservent sans relâche tous les gestionnaires des pouvoirs.

L'éducation à la solidarité internationale permet d'approfondir plusieurs aspects qui sont au cœur de l'éducation populaire. Elle s'appuie sur le partenariat qui est à la fois un objectif et un moyen. Le mouvement altermondialiste permet de franchir un pas supplémentaire dans le partenariat. Comme nous pouvons le vérifier dans les forums sociaux, il ne s'agit pas d'aider un partenaire mais de travailler ensemble à un projet

commun. L'éducation à la solidarité internationale met aussi en évidence le rapport entre l'urgence et la nécessaire transformation structurelle. C'est ce qui a déjà amené des associations, comme Handicap International ou Médecins du Monde à s'engager dans le dépassement de la différence entre urgence et transformation dans la durée. Nous savons bien qu'il faut répondre à l'urgence, mais que la solution durable n'est pas dans la réponse à l'urgence. Il faut bien s'attaquer à la transformation sociale et aux alternatives. De ce point de vue, le lien est la stratégie : comment on fait pour réagir dans l'urgence par rapport à une perspective ? Le débat stratégique est le débat essentiel de l'éducation populaire en tant qu'éducation au politique.

Le mouvement altermondialiste se nourrit aussi du moment historique de la fin des années soixante, car ne l'oublions pas mai 68 concerne la France, mais aussi la Tchécoslovaquie, le Mexique, le Sénégal, la Côte-d'Ivoire... d'un mouvement qui relie révolte sociale et révolte sociétale, et qui pose la question de la démocratie et des libertés. Certains veulent y voir l'amorce du néo-libéralisme, du tout-individu et le refus de l'État, Et dans certains cas, elle a pu produire un individualisme égoïste, un repli identitaire, une dépolitisation. Mais c'est aussi une période de libération et d'émancipation, un essai de conciliation de l'individuel et du collectif. C'est aussi l'irruption de la volonté de démocratie et de libertés. De là résulte les discussions sur la société civile, appellation commode et ambiguë. L'éducation populaire est directement confrontée aux interrogations sur la culture politique des mouvements, aux questions de l'organisation, du pouvoir, de la hiérarchie, de l'autorité amorcée dans les mouvements de la fin des années soixante.

L'éducation populaire se définit aujourd'hui comme une éducation au politique. Elle présuppose l'autonomie des citoyens et l'effort qu'ils sont prêts à consentir pour se former individuellement et collectivement. Elle prépare les changements de comportement nécessaires à tout changement collectif. Les mobilisations ne sont pas simplement des formes de résistances. Ce sont aussi des révélateurs de situation, des outils irremplaçables pour comprendre les situations et les systèmes, pour mettre à jour les cohérences et ouvrir les contradictions. Elles mettent également en évidence de nouvelles pistes, de nouvelles approches ; elles sont porteuses de propositions. Le mouvement altermondialiste est riche de sa diversité, de la multiplicité des courants de pensée qui le composent. Il permet de mieux appréhender la complexité du monde. Il combine plusieurs démarches de formation à travers la résistance aux logiques dominantes, la recherche des alternatives, la mise en œuvre de pratiques innovantes, la négociation en situation. L'ensemble de ces dimensions alimente le débat démocratique et citoyen qui caractérise ce mouvement.

Pour en savoir plus

- Michel Faucon. Historique, notion et démarche de l'EADSI. CRID. 2006
- Réseau Polygone. Education au Développement. ITECO (Belgique). 1999
- Michel Doucin. Les ONG acteurs-agis des relations internationales. Thèse de Sciences Politiques, Bordeaux. 2005
- Henri Rouillé d'Orfeuil. La diplomatie non gouvernementale : Les Ong peuvent-elles changer le monde ? Editions Charles Léopold Mayer. 2006
- Jean Marie Hatton. Note sur la structuration des Organisations de Solidarité Internationale. HCCI. 2006